

F. 2000 — 2616

[C — 2000/31339]

**20 JUILLET 2000. — Arrêté 2000/778 du Collège de la Commission communautaire française relatif au perfectionnement pédagogique dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le Décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment l'article 14;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 18 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des Classes moyennes et les chefs d'entreprise doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives au perfectionnement pédagogique dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le perfectionnement pédagogique visé à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> de l'Accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, comprend :

1<sup>o</sup> la formation pédagogique de base qui a pour objet de donner aux formateurs visés à l'article 2 les notions de méthodologie élémentaires, spécifiques à la Formation permanente pour les classes et les petites et moyennes entreprises;

2<sup>o</sup> le perfectionnement pédagogique complémentaire qui a pour objet de donner aux formateurs visés à l'article 2 qui possèdent une formation pédagogique de base, une formation pédagogique adaptée à la profession faisant l'objet de la formation théorique ou pratique visée à l'article 2.

**Art. 2.** Le perfectionnement pédagogique s'adresse aux personnes qui dispensent une formation théorique à l'auditeur inscrit dans un Centre de formation pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé "le centre", et aux personnes qui sont chargées de la formation pratique de l'apprenti ou du stagiaire dans une entreprise agréée conformément à l'arrêté du 17 juillet 1998 du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

**Art. 3.** Le perfectionnement pédagogique visé à l'article 1<sup>er</sup> est organisé, à l'initiative de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé "l'Institut", en collaboration avec les centres.

**Art. 4.** L'Institut élabore les programmes de formation pédagogique de base et de perfectionnement pédagogique complémentaire. Ces programmes peuvent être élaborés en partenariat avec des institutions compétentes en ces matières.

**Art. 5.** La formation pédagogique de base est organisée conformément aux programmes de formation visés à l'article 4, sous forme de cycles d'une durée minimale de 3 heures.

Le perfectionnement pédagogique complémentaire est organisé, conformément aux programmes de formation visés à l'article 4, sous forme de conférence ou de cours interactifs d'une durée minimale de 3 heures.

Les cycles de formation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être scindés en modules.

**Art. 6.** Les personnes chargées de la formation pédagogique de base doivent répondre aux des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> soit posséder un diplôme de fin d'études de niveau universitaire ou supérieur non universitaire accompagné d'un titre pédagogique et avoir une pratique pédagogique d'une durée minimale de quatre ans;

2<sup>o</sup> soit posséder un diplôme ou un certificat autre que celui visé au 1<sup>o</sup> établissant qu'elles possèdent les connaissances pédagogiques nécessaires et avoir une pratique pédagogique d'une durée minimale de 4 ans.

Pour les personnes chargées du perfectionnement pédagogique complémentaire, les conditions visées au point 2<sup>o</sup> peuvent être remplies par une expérience professionnelle à caractère pédagogique d'une durée minimale de 4 ans.

**Art. 7.** Les cycles de formation, conférences et activités pédagogiques sont organisés selon les conditions et modalités fixées par l'Institut.

**Art. 8.** Le nombre minimum d'auditeurs requis est fixé à :

- 10 auditeurs pour l'organisation de cycles de formation pédagogique de base sauf dérogation accordée par l'Institut;

- 8 auditeurs pour l'organisation de conférences ou de cours interactifs de perfectionnement pédagogique complémentaire, sauf dérogation accordée par l'Institut.

**Art. 9.** Le présent arrêté abroge l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à la formation prolongée, à la reconversion professionnelle et au perfectionnement pédagogique complémentaire.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2000.

**Art. 11.** Le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège de la Commission communautaire française

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

VERTALING

N. 2000 — 2616

[C — 2000/31339]

**20 JULI 2000. — Besluit 2000/778 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de pedagogische volmaking in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap, welk de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie toewijst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij Decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het advies van de Raad van Beheer van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gegeven op 18 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 17 juli 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", de Centra voor permanente vorming voor de Middenstand, de leersecretarissen, de ondernemingshoofden, de leerlingen en de stagiairs dwingend de nieuwe bepalingen betreffende de pedagogische volmaking in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het begin van het volgende opleidingsjaar, vastgelegd op 1 september 2000, moeten kennen;

Overwegende dat het besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk bekendgemaakt moet worden en in werking moet treden;

Op de voordracht van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de professionele en permanente vorming voor de Middenstand behoort,

Besluit :

**Artikel 1.** De pedagogische volmaking bedoeld in artikel 1, 5° van het Samenwerkingsakkoord betreffende de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995, goedgekeurd bij decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, omvat :

1° de pedagogische basisopleiding, die tot doel heeft aan de in artikel 2 bedoelde lesgevers de methodologische grondbegrippen te geven, die specifiek zijn voor de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de aanvullende pedagogische volmaking, die tot doel heeft aan de in artikel 2 bedoelde lesgevers, welke een pedagogische basisopleiding bezitten, een pedagogische opleiding te geven, aangepast aan het beroep, dat het voorwerp is van de theoretische of praktische opleiding bedoeld in artikel 2.

**Art. 2.** De pedagogische vorming richt zich tot personen, die een theoretische opleiding aan cursisten geven, welke in een Centrum voor Opleiding voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna "Centrum" genoemd, ingeschreven zijn en tot personen belast met de praktijkopleiding van leerlingen of stagiairs in een bedrijf dat erkend werd overeenkomstig het besluit van 17 juli 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen in de Permanente opleiding voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

**Art. 3.** De pedagogische vorming bedoeld in artikel 1 wordt op initiatief van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", hierna "Instituut" benoemd, in samenwerking met de Centra georganiseerd.

**Art. 4.** Het Instituut werkt de programma's uit voor de pedagogische basisopleiding en de aanvullende pedagogische vorming. Deze programma's kunnen in partnerschap met bevoegde instellingen uitgewerkt worden.

**Art. 5.** De pedagogische basisopleiding wordt overeenkomstig de opleidingsprogramma's bedoeld in artikel 4 georganiseerd, onder de vorm van cycli met een minimale duur van 3 uur.

De aanvullende pedagogische vorming wordt overeenkomstig de opleidingsprogramma's bedoeld in artikel 4 georganiseerd, onder de vorm van lezingen of interactieve cursussen met een minimale duur van 3 uur.

De opleidingscycli bedoeld in alinea 1 kunnen in modules gesplitst worden.

**Art. 6.** De personen belast met de pedagogische basisopleiding moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° hetzij houder zijn van een eindexamen van universitair of niet-universitair hoger onderwijs, vergezeld van een pedagogische titel, en ten minste vier jaar pedagogische praktijk hebben;

2° hetzij houder zijn van een ander diploma of getuigschrift, waaruit blijkt dat ze de nodige pedagogische kennis bezitten, en ten minste vier jaar pedagogische praktijk hebben.

Voor de personen belast met de aanvullende pedagogische vorming kunnen de voorwaarden bedoeld in 2° vervuld worden door een beroepservaring van pedagogische aard met een minimale duur van 4 jaar.

**Art. 7.** De opleidingscycli, lezingen en pedagogische activiteiten worden volgens de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten georganiseerd.

**Art. 8.** Het vereiste minimum aantal cursisten wordt vastgelegd op :

- 10 cursisten voor de organisatie van cycli van pedagogische basisopleiding, behalve afwijking toegestaan door het Instituut;

- 8 cursisten voor de organisatie van lezingen of interactieve cursussen van aanvullende pedagogische vorming, behalve afwijking toegestaan door het Instituut.

**Art. 9.** Door dit besluit wordt artikel 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de voortgezette opleiding, de beroepsomscholing en de aanvullende pedagogische vorming opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

**Art. 11.** Het Lid van het College, tot wiens bevoegdheid de beroeps- en permanente vorming voor de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2000.

Voor het College van de Franse Gemeenschap :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse